



## COMMUNIQUE DE PRESSE

Charmey, le 17 septembre 2010

---

### **64<sup>ème</sup> Assemblée générale de la Fédération des entreprises romandes**

**La Fédération des entreprises romandes (FER) s'est réunie ce jour à Charmey en assemblée générale.**

Nicolas Brunshawig, président de la FER, a en préambule salué la performance de l'économie fribourgeoise, mise en avant dans une récente étude du Credit Suisse. Infrastructures de qualité, logements en suffisance, démographie en pleine croissance et finances saines, les données fribourgeoises ont de quoi faire des envieux. La Suisse romande n'a toutefois pas à rougir, dans la mesure où elle a globalement bien résisté à la crise, enregistrant un recul moindre de son PIB que la moyenne suisse. Ce résultat, elle le doit à un ensemble de facteurs, dont un équilibre entre une place financière forte et des PME dynamiques qui bénéficient de l'apport de capitaux. Un résultat qui lui permet en outre de poursuivre son effort en faveur de la formation professionnelle, par la création de nouvelles places d'apprentissage.

Cette situation réjouissante est toutefois liée à des conditions cadre politiques favorables. La santé de nos assurances sociales est l'une d'entre elles. Que ce soit le chômage, l'AVS, l'AI ou encore la LPP, ces institutions font face à d'importantes difficultés financières. Et leur assainissement est indispensable si l'on entend conserver le haut niveau de prestations qui caractérise notre système social. Dans ce cadre, les divers projets visant à augmenter les charges sociales, pour la plupart issus de la gauche et des syndicats, sont des plus malvenus. Dans un climat économique encore tendu, ils contribuent très clairement à affaiblir nos entreprises. Celles-ci, entre revendications salariales – quelquefois fantaisistes – et augmentation des charges sociales devront faire des choix.

C'est dans ce contexte que la FER et ses associations membres ont tenu à réitérer leur plein soutien à l'indispensable réforme de l'assurance-chômage (LACI). La situation financière de la LACI exige que des mesures soient prises sans délai. Notre Fédération constate que les solutions proposées par la révision sont équilibrées, ciblées et efficaces. Elles permettront de désendetter lentement mais sûrement l'assurance. L'effort requis des différents acteurs concernés – salariés, assurés et entreprises – est supportable. Enfin, le cœur de notre système demeure, puisque les prestations de base (taux et durée de l'indemnisation) sont maintenues à leur niveau actuel. La Suisse restera un modèle en la matière, y compris pour les jeunes, puisque les personnes sortant d'étude pourront toujours percevoir des indemnités, ce qui constitue une situation unique.



La FER souligne qu'il n'existe aucune alternative crédible à ce projet, et certainement pas les mesures démagogiques (et largement inefficaces) prônées par la gauche. En cas de rejet, les défauts de la LACI actuelle subsisteront et il n'y aura aucune mesure d'économie. Et surtout, les cotisations augmenteront fortement. Pour notre Fédération, cela est inacceptable. Les entreprises suisses doivent faire face à d'importantes augmentations des charges sociales pour les mois à venir (TVA, APG notamment) et une augmentation de 0,5%, qui découlerait d'un rejet du projet, n'est tout simplement pas envisageable.

---

**Contacts :**

Blaise Matthey, secrétaire général	022 715 32 15
Jean-Pierre Siggen, secrétaire général adjoint	026 350 33 00
Stéphanie Ruegsegger, déléguée	022 715 32 48
Christian Castella, délégué aux affaires fédérales	026 919 87 50

**La Fédération des Entreprises Romandes en bref**

La FER est une association interprofessionnelle fondée en 1947, dont le siège est à Genève. A travers ses membres, la FER est présente dans les cantons de Fribourg, Genève, Neuchâtel, Jura et Valais. Ses objectifs sont de faciliter la gestion des charges sociales qui incombent aux chefs d'entreprise, d'encourager le développement du partenariat social, de défendre les intérêts de ses membres et de l'économie romande en représentant ces intérêts au niveau régional et national. Globalement, la FER soutient toute mesure susceptible de favoriser la libre entreprise.